

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50734

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

hung der Jeunesses musicales de France (Yannick SIMON), einer Vereinigung, welche die französische Jugend an die Musik heranführen sollte und die auch nach der Okkupation weiterhin existierte. Alexandra LAEDERICH beschreibt die Aktivität der Pariser Konzertgesellschaften, die während der Besatzungszeit ein größeres Publikum und eine größere Anzahl an Konzerten verzeichnen konnten. Auch die verschiedenen Verbreitungsmöglichkeiten der Musik sind Gegenstand von Untersuchungen. Cécile MÉADEL beleuchtet den Musikeinsatz beim vorgeblich »französischen« Radiosender Radio-Paris, der jedoch fest unter dem Einfluß der Besatzungsmacht stand. Philippe MORIN untersucht die Verbreitung der Musik durch Schallplatten unter den schwierigen Bedingungen der Okkupation, und der Beitrag von Bernadette LESPINARD ist dem staatlich initiierten Chorgesang der Mouvements de jeunesse gewidmet. Ursula MATHIS liefert eine hervorragende Darstellung zu den *chansons de variétés*, d. h. der in Music Halls und Cabarets gesungenen sowie im Radio verbreiteten populären Chansons, wie sie beispielsweise von Édith Piaf, Charles Trenet oder Maurice Chevalier gesungen wurden. Sie beleuchtet dabei sowohl die Themen der Lieder als auch das Verhalten der Künstler während der Besatzungszeit. Guy KRIVOPISKO und Daniel VIRIEUX untersuchen in ihrem Aufsatz das Engagement der Musiker in der Résistance.

Der interdisziplinär angelegte Band besticht vor allem durch seinen Reichtum an hochinteressanten Aspekten und Facetten des Themas, und es ist sein Verdienst, daß die Musik nun neben den übrigen, besser erforschten Bereichen des Kulturlebens während der Okkupation nicht mehr als »no man's land« zu bezeichnen ist, wie es Myriam Chimènes in ihrer Einleitung genannt hat. Es wäre wünschenswert, wenn er zu einer noch umfassenderen Untersuchung dieses lange vernachlässigten Themas anregen könnte.

Kathrin ENGEL, Bonn

Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Band 1: Fächer – Milieux – Karrieren, hg. von Hartmut LEHMANN und Otto Gerhard OEXLE, unter Mitwirkung von Michael MATTHIESEN und Martial STAUB, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2004, 683 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 200), ISBN 3-525-35198-4, EUR 92,00. – Band 2: Leitbegriffe – Deutungsmuster – Paradigmenkämpfe. Erfahrungen und Transformationen im Exil, hg. von Hartmut LEHMANN und Otto Gerhard OEXLE, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 548 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 211), ISBN 3-525-35862-8, EUR 74,00.

Voilà une œuvre imposante sur un sujet important: l'histoire des sciences sociales et humaines sous le nazisme, publiée de surcroît sous l'égide de l'Institut d'histoire Max Planck.

Dans le cas du premier tome il s'agit d'un colloque de spécialistes censé répondre aux critiques du 42<sup>e</sup> congrès des historiens (1998) sur le déficit d'information en la matière et au contre-argument »exprimé en haut lieu« d'une simple insuffisance de transmission des connaissances. Le lecteur sera d'autant plus surpris de ne trouver ni index, ni liste de sigles utilisés, ni même une présentation des auteurs des 15 contributions et des participants à la table ronde de conclusion. Constatons aussi que, faute de bibliographie, il faut constamment chercher la première citation complète des ouvrages mentionnés. Structuré en trois parties, plus la table ronde finale, l'ouvrage traite respectivement de quatre disciplines (droit, romanistique, germanistique, musicologie) de milieux et institutions universitaires (Heidelberg, Leipzig, Königsberg, Posen), et de quelques carrières de chercheurs en archéologie et en histoire des pays d'Europe centrale. La dimension européenne, censée constituer une quatrième partie, ne comporte en fait qu'une contribution sur la France de Vichy. Point commun aux quatre disciplines évoquées dans la première partie (144 p.) l'occultation pro-

longée de leur »accommodation« au nazisme. Phénomène dû non seulement aux protagonistes de l'époque, qui ont pour la plupart repris; leur carrière après guerre, mais aussi à leurs disciples et successeurs soumis à la censure ou à l'autocensure au sein du milieu dominant. S'y ajoute le vide laissé par l'exil et les déportations dont bien peu sont revenus. Aspect souvent passé sous silence par les différents intervenants hormis Joachim RÜCKERT lors du débat de conclusion. Si Michael STOLLEIS pour le droit, Frank-Rutger HAUSMANN pour la romanistique, Ludwig JÄGER pour la germanistique s'appuient sur leurs travaux déjà publiés, l'apport le plus nouveau vient, comme ce fut souvent le cas dans le passé, d'une chercheuse américaine, Pamela M. POTTER, auteur d'une thèse sur la musicologie durant cette période.

La deuxième partie du premier tome, la plus longue (310 p.) comprend en fait deux sous-sections. L'une donne un aperçu contrasté des universités de Heidelberg (Eike WOLGAST) de Leipzig (Elfriede UENER) de Königsberg, haut lieu du révisionnisme politique déjà sous Weimar, devenu un centre au service de la politique ethno-raciale du nazisme à l'est (Ingo HAAR). Dans le droit fil de cette politique, l'université SS de Posen créée en 1941 (Jan M. PISKORSKI) aussi radicale que celles de Prague et de Strasbourg. Curieusement, cette radicalité semble avoir épargné en partie les manuels et éditeurs de manuels scolaires. S'il y eut bien, selon Agnes BLÄNSDORF, des discours programmatiques et des directives sur la centralité de la biologie et de l'histoire-géographie dans une perception raciale, la rivalité entre institutions concernées a entravé une politique d'harmonisation. Constat identique d'Ansgar FRENKEN à propos de la Görres-Gesellschaft, d'inspiration catholique, née du *Kulturkampf* en 1876. Avec à sa tête en 1933, le médiéviste fribourgeois presque octogénaire, Heinrich Finke, remplacé à sa mort en 1938 par Hans Peters, la société survit prudemment jusqu'en 1941 et pourra se reconstituer avec le même président après la guerre. La perspective change avec l'itinéraire des historiens K. D. Erdmann, W. Bußmann et P. E. Schramm qu'évoque Manfred MESSERSCHMIDT, ancien directeur de l'Institut d'histoire militaire de Fribourg-en-Brisgau. Tous trois furent au service du Haut Commandement militaire. Erdmann comme officier instructeur et inspecteur sur le front russe et en Alsace annexée, parle avec enthousiasme de la victoire sur la France, de l'héroïsme de l'armée à Stalingrad, approuve la »guerre totale« et la mission géopolitique du Reich contre le bolchevisme avant de parler, en avril 1945 d'»une guerre devenue totalement nihiliste« et de retrouver sa carrière universitaire en RFA. Quant à Bußmann et Schramm, tous deux responsables de l'historiographie militaire au sein de l'état-major sur le front russe, appelés à ce titre à lire les rapports des *Einsatzgruppen*, ils sont pratiquement muets sur les crimes commis par la SS avec la complicité de l'armée. Membre du parti nazi depuis 1939, Schramm ne sera même pas inquiété par le régime après la condamnation à mort pour résistance de sa belle-sœur, Elisabeth von Tadden, en septembre 1944, époque où il travaille à une étude pour le chef de la chancellerie du Reich. Auditionné sur ses activités par un tribunal militaire en 1948, il déclare: »J'ai fait mes propositions et il en fut fait ainsi parce qu'on disait que j'étais professeur d'histoire et devais donc savoir«. Le germaniste Robert Minder (Collège de France) nous a dit un jour à son propos qu'il était capable d'écouter la musique classique à l'ombre des crématrices. Mais il put tranquillement reprendre sa carrière universitaire.

Du milieu universitaire à quelques carrières significatives, la transition à la troisième partie est aisée. Encore que sur les 173 pages de cet ensemble, plus de la moitié traite de l'archéologue Herbert Jankuhn. L'auteur de cette contribution, Heiko STEUER, fut son disciple. Il prononça son éloge funèbre en novembre 1991 à l'université de Göttingen avant de ne s'informer sur son passé qu'à partir de 1997. Or le dernier livre brun sur les universitaires du III<sup>e</sup> Reich de 1968 le citait déjà pour ses interventions en Russie et en Ukraine. De même que la thèse de Michael H. Kater sur l'»Ahnenerbe de la SS« (1966) et celle de Reinhard Bollmus sur l'»Amt Rosenberg« (1970). Or sa coopération avec l'Ahnenerbe allait jusqu'à une correspondance amicale avec Wolfram Sievers, son secrétaire général. Correspondance

où l'on ne trouve pas trace des crimes dont il est le témoin sur le front de l'Est. Contrairement à l'itinéraire des historiens sous le nazisme, ceux des préhistoriens ont été étudiés très tôt en raison du rôle central de cette discipline dans la légitimation du Reich et du rôle de Jankuhn, l'un de ses représentants de réputation internationale en raison de ses travaux sur les Vikings. Agé de 40 ans en 1945, il fut interné durant trois ans par les Américains et put dès 1949 retrouver un poste à l'université de Göttingen, qui lui accorda l'éméritat en 1975. À noter que cette université et celle de Kiel accueillirent à elles seules 16 des anciens chercheurs de l'Ahnenerbe dans les années cinquante. Avaient-ils des états de services moindres que ce membre de l'état-major personnel de Himmler, ancien de la Reichswehr noire, membre du parti dès 1933 et de la SS en 1937, ensuite dans la Waffen SS, avec un commando spécial de la division blindée Viking, chargé de recenser et piller les biens culturels des territoires occupés ?

D'autres carrières d'experts, celles des historiens de l'*Ostforschung*, Hermann Aubin (1885–1969) présenté par Eduard MÜHLE, montrent que même son engagement et ses publications entre 1935 et 1945 n'empêchèrent pas de présider de multiples associations scientifiques de RFA – dont celle du Verband der Historiker Deutschlands, de retrouver un poste universitaire dès l'hiver 1945/1946, et de rester, même après l'éméritat un des historiens les plus influents de la RFA. Autre médiéviste, longtemps disculpé parce que non membre du parti nazi, Herbert Grundmann, né en 1902 (Anne Christine NAGEL) appartient à la génération qui n'avait pas fait la guerre, mais s'est fortement identifiée aux thèses de Spengler sur un régime fort et antidémocratique en réponse au déclin de l'Occident. Après une bourse de voyage en France et en Italie, Grundmann présente en 1933 une thèse sur les mouvements religieux au Moyen Âge, centrée sur la conception du Reich carolingien comme mission d'organisation et de colonisation des peuples de l'Est. Notons au passage que la perception de l'université de Leipzig qui lui a refusé un poste parce que suspect de »social-libéralisme« ne correspond pas à celle exposée par Elfriede Ulner (p. 211–240). Nommé en 1939 *Privatdozent* (chargé de cours) à Königsberg, son recours durant la guerre au discours racial, sa revendication de l'hégémonie allemande dans ses cours aux élèves officiers – y compris sur le front de l'est à propos duquel il qualifie en une demi phrase de »problème« les souffrances des Polonais et des juifs, n'entraveront ni sa carrière ultérieure, ni sa nomination à la tête des Monumenta Germaniae Historica.

Difficile après tout cela d'aborder la dimension européenne évoquée avec le seul cas de la France (Raphael LUTZ). Car s'il est vrai que l'esprit de la collaboration pratiquée par Vichy, émergée déjà dans les années trente au sein de milieux gagnés à la thèse de la décadence de la démocratie bourgeoise et à la fascination des fascismes, ce courant y présent dans les milieux littéraires, trouve peu d'échos dans l'institution universitaire. Malgré une large indifférence initiale à l'exclusion en 1940 des collègues juifs, francs-maçons ou communistes, l'attentisme prévaut avec le maintien d'un traditionalisme empreint de défiance envers le nationalisme allemand. Un sursaut limité n'apparaîtra qu'à partir de 1942 contre la tentative du ministre Bonnard d'introduire l'idéologie raciale et antisémite dans l'enseignement supérieur. Quant à l'action de l'occupant, elle se cantonne essentiellement à la propagande et à la répression des »menées anti-allemandes«.

Après ce premier tome consacré aux disciplines, milieux universitaires et carrières en sciences humaines et sociales sous le nazisme, le second traite des concepts, modèles interprétatifs et paradigmes. Avec, en contrepoint, les expériences et transformations dans l'exil. Au total pas moins de 21 contributions réparties presque également entre les deux parties. Si des concepts tels que communauté, ordre totalitarisme abordés ici par Lutz RAPHAEL, ont déjà été largement analysés, l'intérêt s'est moins manifesté, selon Otto Gehard OEXLE, l'un des éditeurs de ces volumes, quant à l'interprétation des rapports entre société et histoire. Rapports tels qu'ils apparaissent dans des formulations comme »le Reich, puissance d'ordre européen« ou »la domination, la liberté, la vérité comme service«. Auxquelles s'ajoute l'idée

d'un nouveau Moyen Âge, ou le thème interprétatif »Platon contre les sophistes« comme symbole de lutte contre le néo-kantisme (Reinhard LAUBE). L'ennui, c'est que le lecteur ne dispose pas davantage que dans le premier volume d'un index, d'une bibliographie et d'une présentation des différents auteurs de contributions.

Premier retournement de paradigme, selon Oexle, celui de la nouvelle Europe. Villipendé par la droite avant 1918, objet d'une véritable euphorie après la victoire de 1940 sur la France, propagé ensuite par les médias nazis dans la perspective économique de l'après 1945. Question plus complexe: la fascination que continue d'exercer le concept de démocratie antilibérale, prôné par le juriste Carl Schmitt traversant sans encombre les régimes de l'Empire à la RFA (Lutz NIETHAMMER). Préalable au changement de paradigme, le thème de la prééminence de la musique allemande serait lié, selon Anselm GERHARD, au culte antérieur de Bach. Auteur de deux contributions, Michael H. KATER analyse d'abord le concept et l'utilisation de «corps du peuple» dans la bio-politique nazie, et dans la seconde partie de l'ouvrage, les difficultés des artistes et intellectuels exilés. Déjà présent dans le premier volume, Lutz RAPHAEL estime, quant à lui, que le concept d'ordre utilisé par le nazisme avec un lien entre esprit et race, n'a pas de définition claire, si ce n'est à travers celui du Reich, comme facteur d'ordre juridique dans l'effort de guerre et pour l'auto-mobilisation des scientifiques allemands. En fait, ce concept occupait déjà une place centrale entre les deux guerres dans la réinterprétation du Moyen Âge chrétien pour rétablir une unité par delà les divisions sociales et la crise des valeurs morales. C'est entre Machiavel et Thomas Moore, entre pouvoir et utopie, que Michael MATTHIENSEN situe le débat visant à surmonter le mur des néokantien(ne)s séparant raison et nature. Débat qui oppose en l'occurrence l'historien Gerhard Ritter et Gerhard Baumgarten, théoricien du pragmatisme américain. Membre de l'Église confessante, Ritter se réfère pour le rapport allemand au pouvoir à la doctrine luthérienne des deux règnes. En contrepoint, l'un de ses ouvrages »Machtstaat und Utopie« évoque la démonie du pouvoir incarnée par la France de 1792 à 1815, le laïcisme, et la mentalité de sa bourgeoisie responsable, selon lui, de la défaite de 1940. Sa sympathie va au conservatisme de Metternich et de Gladstone), alors que l'État-pouvoir moderne a perdu les limites spirituelles de la conscience individuelle. Autre versant du conservatisme antidémocratique, qu'évoque Ulrich SIEG, la campagne, non exempte d'antisémitisme, contre les néokantien(ne)s qui tend, dès 1916, à dévaloriser l'apport des juifs à la culture allemande et celui de la culture occidentale. Fêté comme un héros national en 1924, lors du 200<sup>e</sup> anniversaire de Kant, l'interprétation antimétaphysique de philosophe, attribuée à Hermann Cohen et Ernst Cassirer qualifiés d'»étrangers« est contestée par le sociologue viennois Othmar Spann lors d'une conférence en 1929 à Munich sur »La crise culturelle du présent« en présence d'Hitler. À la même époque, Heidegger, opposé à Cassirer lors d'une conférence à Davos, s'élève, lui aussi, contre »l'enjuivement croissant« de l'Allemagne et demande de ne plus accorder de bourses aux scientifiques juifs.

Considéré comme »science juive« le néokantisme disparaît de la scène allemande. D'autant que sur les 15 à 20% des 6000 professeurs d'universités exclus, les philosophes sont particulièrement visés avec un tiers des 180 titulaires contraints à l'exil. Parmi les adversaires les plus acharnés du néokantisme figure aussi Carl Schmitt qui s'en prend ouvertement à Richard Höningwald dont il espère récupérer la chaire. En fait, le néokantisme apparaît comme une menace des conceptions privilégiées des mandarins allemands. Il conteste l'existence d'une facticité dans les sciences. Il note l'existence de présupposés à fonder de manière argumentée et leur dépendance du contexte de la problématique historique. Il met en question l'intemporalité du discours scientifique.

Reste la question du changement de paradigme dans la conception de l'éducation sous le nazisme. Auteur de cette contribution, Wolfgang KEIM, conteste la thèse d'une »rupture totale après 1933 avancée après guerre«, alors qu'il ne s'agit, selon lui, que d'une radicalisation de l'idéalisme et du romantisme préconisés dans la perspective d'un statut de domina-

tion remplaçant l'humanisme de Humboldt et de Kant. Exemple de continuité: Eduard Spranger plaide dès 1916 contre l'affaiblissement de l'État de pouvoir prusso-allemand auquel il espère remédier par l'éducation de l'individu à la soumission à un ensemble supra-individuel. Il conçoit déjà une future jeunesse d'État, noyau d'un «ordre du peuple». Dans son recueil «Peuple – État – Éducation», publié en 1932, il rend, lui aussi, la Révolution française responsable de la destruction du lien organique naturel. Son modèle: l'ancienne fidélité au suzerain, le sens de l'ordre de l'ancienne Prusse selon Ranke et la hiérarchie de l'Église catholique. Toutefois, contrairement au nazisme, la soumission, selon Spranger, reste volontaire. Il maintient la conscience individuelle comme dernière instance quand il y a conflit entre liberté et nécessité. Son ralliement sera rapide: en avril 1933, il qualifie l'avènement du nazisme comme réveil d'une longue période d'épuisement par la volonté de «devenir peuple» qu'il ne trouve pas troublée par un «antisémitisme excessif». Pour sa part, Hermann Nohl, qui plaidait dans les années vingt pour l'offre d'autonomie pédagogique n'exclut plus en 1933 l'éducation communautaire contre le déchirement du peuple. À l'instar de Peter Petersen, la communauté se substitue à la société. Qualifiant d'échec la *Volksverdung*, ces pédagogues préconisent l'esprit militaire du nouveau pouvoir (*Wehrwille*) et envisagent déjà une nouvelle guerre pour résoudre les conflits mondiaux. Erich Weniger, disciple, assistant puis successeur après 1945 de Nohl à Göttingen, initialement suspendu par le nazisme pour non fiabilité politique, réussit néanmoins à poursuivre sa carrière par la pédagogie militaire. Il sera même pendant la guerre chargé de formation de la Wehrmacht; puis officier de direction national-socialiste en France occupée. Déjà marginaux sous Weimar, les tenants d'une pédagogie socialiste ne trouvent qu'une certaine audience à Francfort, bastion libéral. D'autres, comme Anna Siemsen, sont exclus dès 1932 et n'obtiennent plus de poste.

Contribution particulièrement appréciable, celle de Bernd WEISBROD sur «Le moratoire des mandarins», c'est-à-dire l'autodénazification des disciplines après 1945. Depuis le congrès des historiens de 1998, l'on constatait en effet deux courants: l'un recherchant le coût moral de la compromission, plus manifeste chez les historiens s'engageant dans l'actualité. L'autre, en quête d'un renversement de perspective allant de l'intrication plus ou moins poussée à la présentation du nazisme selon les règles d'une automobilisation des sciences. En ce sens, le nazisme ne serait pas une conception fixe du monde, mais une réalité vécue et interprétée par la presque totalité de la communauté scientifique. Ce qui met moins l'accent sur l'engagement personnel dans le nazisme que sur l'engagement des individus dans le monde universitaire. Ce changement de perspective d'une histoire moralisante des disciplines à une histoire culturelle et nullement apolitique des sciences, substituée à la douleur fantomatique, celle de la défaillance fautive de la génération des grands parents et du silence non professionnel des pères.

Il existe certes une différence politique et morale importante entre les rapports de collaboration au sein des différentes disciplines et les experts déjà incriminés dans l'ouvrage de Max Weinreich. Ne sont pas décisifs, selon ce dernier, les marginaux de la physique ou de la médecine mais les jeunes carriéristes lancés sur les deux projets centraux de l'idéologie nazie: la conquête de l'espace vital et l'épuration du corps du peuple. Or la nouvelle historiographie d'après 45 aurait dû montrer la mue qui transforme l'histoire *völkisch* en histoire sociale. Montrer les stratégies institutionnelles et discursives, qui favorisent la continuité de l'autoperception scientifique par-delà le III<sup>e</sup> Reich. Ce n'est pas un hasard si Göttingen, où le dernier congrès des historiens de Weimar s'était tourné vers l'*Ostforschung*, fut le lieu de regroupement des anciens de Königsberg, mais aussi, par-delà, celui de leurs thésards des années de guerre. Selon un rapport de la Commission universitaire britannique de 1948, aucune réforme n'était possible avec la masse persistante des titulaires de chaires. De plus, la question des «réparations» (*Wiedergutmachung*) impliquait aussi les personnes visées par la dénazification ou la perte d'un poste de fonctionnaire. Notamment pour les expulsés de

l'Est et les militaires. En ce sens, l'article 131 de la loi fondamentale portant sur les réintégrantables eut dès le début un effet de réhabilitation. N'étaient concernés par l'exclusion que ceux qui n'étaient pas des collègues selon les règles de la cooptation universitaire. Les stratégies de contournement allant des certificats de blanchiment au silence sur l'épuration linguistique, à l'autohistorisation du «sauvetage de l'esprit allemand» dont l'auteur donne des exemples éclairants. Comme si la Shoah n'avait jamais existé.

En regard de ces constats, les 11 contributions sur l'expérience et les transformations dans l'exil apportent peu de sujets de réconfort. Hormis quelques exemples de réussites individuelles comme celle d'un Thomas Mann, d'un Lion Feuchtwanger, du musicien Kurt Weil ou l'apport de la sociologie de Weimar aux États-Unis, aussi largement mis à contribution par les autorités du New Deal, puis par les services de renseignements pendant la guerre et ceux de l'administration pour les projets d'après-guerre (Claus-Dieter KROHN). Hormis certains cas particuliers comme celui de Helmuth Plessner retrouvant un poste au Pays-Bas grâce à des relations scientifiques avant 1933 (Carola DIETZE), que pouvaient trouver des universitaires, excepté un Martin Buber, dans la Palestine de l'époque avec une seule université hébraïque et sans connaissance de l'hébreu (Robert JÜTTE)? Que serait devenu dans l'exil suisse même un Golo Mann sans le recours à la nationalité tchèque et le soutien financier paternel après 1940 aux États-Unis (Urs BITTERLI)? Qu'ils luttent comme Bernard Grothuisen, réfugié en France – pays à peine évoqué – alors qu'il constitua jusqu'en 1941 un refuge pour plusieurs centaines d'intellectuels et d'artistes, comme Hans Baron, réfugié aux États-Unis pour la préservation de la civilisation bourgeoise (Martial STAUB), comme Cassirer, également réfugié aux États-Unis pour la préservation de la mémoire historique (Michael HÄNEL), voire comme Paul Tillich pour une théologie de la réconciliation universelle (Friedrich Wilhelm GRAF). Le bilan de l'exil intellectuel et artistique incluant aussi, mais tardivement la Grande-Bretagne, révèle davantage d'échecs, voire de morts et de suicides, que de succès (Michael H. KATER). Encore ne s'agit-il là que de la face immergée des quelques 500 000 exilés dont 275 000 à 300 000 étaient juifs. Ballottés au gré de la conjoncture et des restrictions à l'immigration d'un pays, voire d'un continent à l'autre, leur destin révèle, par delà leurs itinéraires personnels, une crise profonde de la conscience européenne.

Au total, une riche moisson d'informations malheureusement dépourvue d'un appareil scientifique, qui en aurait facilité la lecture.

Rita THALMANN, Paris

Henning TRÜPER, *Die Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte und ihr Herausgeber Hermann Aubin im Nationalsozialismus*, Stuttgart (Franz Steiner) 2005, 167 p. (*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beihefte*, 181), ISBN 3-515-08670-6, EUR 33,00.

Parmi les revues d'histoire économique et sociale, celle intitulée *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* a occupé dès sa fondation une place éminente, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Fondée au moment où rayonnait en Allemagne l'histoire économique, avant la Première Guerre mondiale, elle a dû traverser la période nazie sous la direction de celui qui devait en être à la tête de 1927 à 1967, Hermann Aubin, fervent de la *Siedlungsgeschichte*, soit environ un demi-siècle. Trüper s'est ainsi efforcé de dégager le rôle assumé par son directeur au temps du nazisme entre 1933 et 1943.

La démarche de l'auteur s'articule autour d'une recherche portant sur les thèmes et les collaborateurs et les thèmes de la revue de sa fondation à la période nazie. Après l'introduction où sont définis les buts poursuivis, vient un chapitre sur le destin de la revue entre sa naissance sous le nom de «*Zeitschrift für Wirtschaftsgeschichte*» en 1893, changé en 1903 en «*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*», titre qui devait subsister jusqu'à